

Vie des syndicats/Onep/Entretien avec le secrétaire général...

Sylvain Mayabi Binet : "Total Gabon n'aura pas de répit tant que le cahier des charges ne trouvera pas un accord satisfaisant"

Propos recueillis par Vianney MADZOU
Port-Gentil/Gabon

Dans cet entretien exclusif, le secrétaire général du syndicat des employés du secteur pétrolier et des activités connexes revient, plus d'une semaine après l'entrée en grève des salariés de Total Gabon, sur leurs attentes et, surtout, sur les différentes entraves au droit de grève observées depuis le lancement du mouvement.

L'union : Après plusieurs jours de discussions avec la direction générale de Total Gabon, à Port-Gentil puis à Libreville, l'Onep a appelé les employés de cette société pétrolière à observer une grève de 15 jours. Comment en est-on arrivé là ?

Sylvain Mayabi Binet : Après 5 jours de discussions sans résultat satisfaisant pour les travailleurs, à Libreville, l'administration a décidé, le 6 juillet 2018, de renvoyer ces discussions à Port-Gentil. Nous avons constaté l'échec des négociations, notamment sur les points de préalables. D'où le déclenchement de la grève, le 9 juillet dernier.

Que revendiquent concrètement les salariés de Total Gabon ?

Le cahier des charges des salariés compte 16 points. Parmi les attentes majeures, on peut citer la régularisation de la situation socioprofessionnelle en fonction des résultats des évaluations individuelles annuelles de la période 2009-2017. Il y a aussi le rejet du Nouveau système de rémunération (NSR) que propose Total et dont la conséquence est la réduction des salaires des travailleurs. La mise en place du Bonus de transfert pour tous les travailleurs qui seront envoyés dans la nouvelle entité juridique créée par Total, ou dans une entité rachetant tout ou partie des actifs de Total. On peut, enfin, citer la mise en place d'une prime pour les employés mutés du site vers la base afin d'éviter une chute substantielle du niveau de vie.

La direction générale de Total Gabon évoque le contexte particulièrement difficile qui ne permet pas d'accéder à vos demandes, lesquelles tourneraient essentiellement autour des primes et autres bonus. Que répondez-vous ?

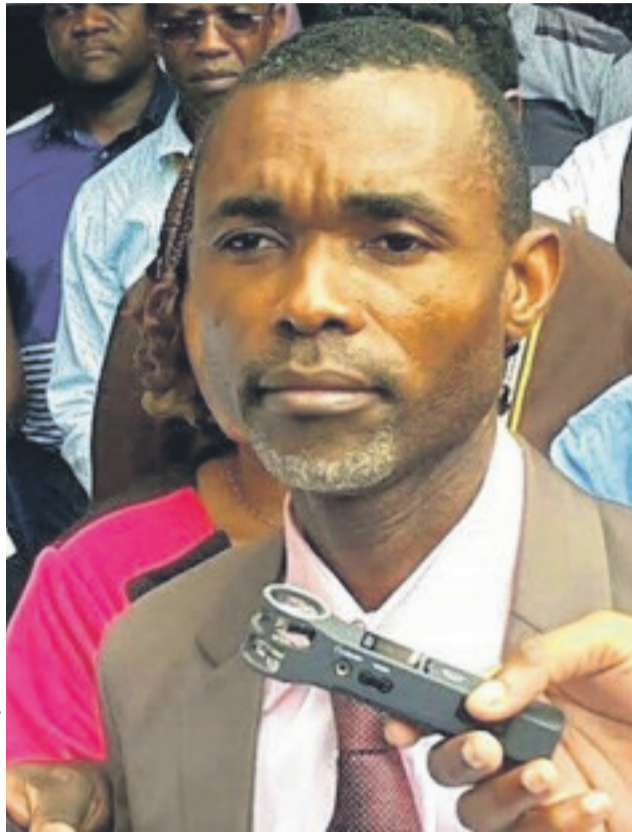


Photo : Vianney Madzou

Sylvain Mayabi Binet, secrétaire général de l'Onep: "Les propositions en vue du règlement d'un conflit s'échangent autour de la table des négociations."

Abandonner la mise en place du NSR et du Groupement d'intérêt économique (GIE) ne coûte rien. Tout comme la mise en place d'un bonus de transfert en cas de vente partielle ou totale d'actifs ne coûte rien dans l'immédiat, sauf si une vente partielle ou totale est en cours. Et, mettre en place un plan de départ volontaire couvrant toute la période de restructuration fait partie des pratiques actuelles dans le secteur pétrolier depuis le début de la crise dans ce secteur-là. Si respecter les lois et règlements de la République gabonaise interdisant l'utilisation abusive de la main-d'œuvre étrangère, l'exercice illégal de la mise à disposition du personnel et la discrimination de traitement

"travail égal, salaire égal" a un coût, cela n'est pas imputable à l'Onep.

Cela fait plus d'une semaine que le mot d'ordre d'entrée en grève a été lancé. Quel en est l'impact réel sur le terrain ?

Notre grève impacte énormément, d'une part, le groupe Total et, d'autre part, Total Gabon, société cotée en bourse. On peut consulter l'évolution du cours de l'action de Total Gabon depuis le 9 juillet 2018 pour s'en convaincre. Sur le terrain, le premier jour, il y a eu un impact sur la production, notamment sur les sites PG2 et Cap Lopez où les installations ont été sécurisées après le déclenchement de la grève. Mais par la suite, Total a fait mettre hors des installations tous les travailleurs en grève et les a fait remplacer par du personnel des sociétés extérieures (EMTP, SPIE OGS et Dietsmann, notamment) sur les sites PG2, Cap Lopez et Anguille en violation des lois en vigueur en République gabonaise. Le gouvernement a été saisi par l'Onep le 11 juillet 2018, via le ministre du Travail. Nous avons, par ailleurs, saisi la justice et attendons qu'elle se prononce.

Et si, au terme de cette grève de 15 jours, Total Gabon ne répond pas favorablement aux attentes des salariés, que compte faire l'Onep ?

Total Gabon n'aura pas de répit tant que le cahier des charges présenté par les travailleurs ne trouvera pas un accord satisfaisant. Aujourd'hui, la direction générale s'appuie illégalement sur l'utilisation d'une main-d'œuvre extérieure appartenant aux sociétés extérieures pour faire croire que tout va bien. Mais elle reviendra à la raison lorsque ces sociétés seront mises hors d'état de nuire par les autorités administratives et judiciaires saisies par l'Onep. Sauf si ces autorités choisissent d'ignorer les lois qu'elles sont chargées de faire respecter. Dans une telle hypothèse, l'Onep, après avoir pris à témoin l'opinion nationale et internationale, n'hésitera pas à prendre ses responsabilités.

Quelles sont les propositions de l'Onep pour arriver au règlement de ce différend collectif de travail aux conséquences certaines sur l'avenir de la société et l'économie du pays ?

Les propositions pour arriver au règlement d'un conflit s'échangent autour de la table des négociations. L'Onep reste en attente de ces discussions.

Vie des partis politiques/PDG/Législatives 2018

Albert Richard Royembo sensibilise les siens

RAD
Port-Gentil/Gabon

Le secrétaire provincial du Parti démocratique gabonais (PDG) pour l'Ogooué-Maritime, Albert Richard Royembo, entouré de la secrétaire communale, Marie Stéphanie Inguessi, et de la déléguée provinciale de l'UFPDG, Philomène Ogoula, a présidé, dernièrement au siège local du parti, une importante réunion à forte tonalité pédagogique. Y prenaient part, les membres du bureau politique, du conseil national, du comité central, les secrétaires départementaux et d'arrondissement, ainsi que les bureaux des fédérations et des comités. La rencontre intervient au terme du processus de renouvellement des 18 fédérations de la province, dans le cadre, bien entendu, de la "régénération et revitalisation" du parti. Il s'agissait, pour M. Royembo d'annoncer la prochaine étape qui



Photo : Julie Nguimbi

Le secrétaire provincial du PDG, Albert Richard Royembo, s'adressant...

consistera à inspecter les sections et les comités dans chaque fédération. Histoire de redynamiser les structures présentant des limites. Le secrétaire provincial a, en outre, saisi l'opportunité pour appeler une fois de plus au respect des statuts et règlement ainsi qu'à la Charte des valeurs du parti, pour se prémunir de tout dérapage et ne pas succomber aux opérations

de séduction venant d'en face. Il a encouragé les uns et les autres à œuvrer pour la victoire des candidats du PDG, tel que le recommande le secrétaire général Eric Dodo Bounguendza, qui attache du prix à ce challenge. « Il faudrait, à cet effet, investir dès à présent le terrain, faire la promotion de la politique d'égalité des chances du président de la République et des idéaux du



Photo : Julie Nguimbi

...aux cadres locaux du parti.

parti. La discipline étant l'apanage du bon militant », a-t-il lancé, en invitant ses troupes à jouer collectif, à respecter la hiérarchie. Car, a-t-il rappelé, le parti fonctionne avec des règles et des principes. Des questions concernant la constitution des listes dans la perspective des élections locales ont également été abordées. L'orateur a mis l'accent sur le critère de la "méritocratie",

tout en s'appuyant sur la devise du parti : "dialogue-tolérance-paix". La désignation des candidats aux législatives à venir reste, selon lui, à la discrétion du "distingué camarade président", Ali Bongo Ondimba. « Quand les candidats seront connus, nous devons tous être derrière eux, sans réserve. C'est le président du parti qui fixe le cap que nous suivons », a-t-il déclaré. L'objectif à

terme, a-t-il insisté, étant de lui offrir une majorité confortable au Parlement, en vue de poursuivre l'œuvre de construction nationale qu'il a entreprise. A la fin de son intervention, Albert Richard Royembo a été soumis à l'exercice des questions/réponses. Ce qui a permis d'apporter plus de lumière sur les zones d'ombre qui pouvaient encore subsister.